

La Conférence fédérale de Paris Intérieure du P. C. F.

PLURALITE DES PARTIS OUVRIERS

Un membre de la cellule Cloys (XVIII^e), dans le 709^e numéro de « France Nouvelle » s'interroge sur l'expression « Parti de la classe ouvrière ». Il la critique parce qu'il existe d'autres courants ouvriers dans le pays que celui qui est représenté par le P.C.F.

Le problème du Front Unique se trouve posé et du même coup celui des garanties à accorder aux alliés ouvriers, et pas sous la forme opportuniste et sectaire des thèses où l'on prend, à l'avance, l'engagement vis-à-vis de la bourgeoisie que le Parti restera raisonnable. Il est cependant dommage que cette contribution ne fasse pas nettement la différence entre une organisation comme le P.S.A. et l'U.F.D. Il reste, à la lecture, la fâcheuse impression que l'U.F.D. est considérée comme un courant ouvrier. Beaucoup de confusion demeure. Il n'importe. Les idées chemineront.

L'HONNETETE DANS LES DISCUSSIONS

La cellule « Marat », section d'Orsay (Seine-et-Oise), reprend la treizième thèse : « **il nous paraît que l'adjectif « éclatant » caractérisant certains succès des démocrates populaires ne contribue pas à faciliter la discussion des camarades avec les honnêtes gens qui les entourent... il y a eu aussi des demi-succès, il y a eu aussi des échecs... En ce sens il nous paraît que certaines personnes proches de nous auraient davantage confiance dans le Parti, si elles n'avaient pas l'impression que, tout en corrigeant ce que nous avons à corriger, nous évitons d'en parler.** » (« L'Humanité », 19-5-59).

Presque toutes les questions politiques essentielles sont ainsi évoquées. Et si l'on réunissait les amendements proposés par certaines cellules, séparément, on pourrait constituer une véritable plate-forme qui pourrait inspirer un contre-texte au projet de thèses.

LA FORME PRESENTE DE LA DISCUSSION

On ne manquera pas de nous dire que nous exagérons et que le climat à l'intérieur du P.C.F. n'est plus ce qu'il était en 1956. Plus de ces discussions, plus de ces batailles orageuses. A la place un assoupissement certain. Le nombre des amendements proposés à la Tribune ne paraît pas être aussi élevé qu'au moment du XIV^e Congrès.

Tout cela est vrai, mais signifie seulement que les courants critiques qui subsistent ne prennent plus la forme de luttes politiques dans les organisations régulières. Cela n'est dû, il faut le comprendre, qu'à la situation objective, cela n'est que le reflet de la situation de la classe ouvrière à l'heure actuelle, situation consécutive à la victoire du gaullisme.

Thorez lui-même ne s'y trompe pas. Les militants de la troisième catégorie, écrit-il, « **...ont fait patte de velours, certains ...ont pris date. Mais encore une fois, soyons vigilants, en sachant que nous ne sommes pas à l'abri des difficultés...** ».

Thorez redoute les luttes politiques à venir, il sait qu'elles existent potentiellement, que les courants critiques dont il a fait un tableau en sont des signes avant-coureurs.

Il sait aussi qu'il ne peut plus faire exclure les éléments irréductibles, ceux qu'il qualifie lui-même dans son discours d'« **oppositionnels** ».

L'AVENIR

Nous voudrions terminer en montrant que les craintes de Thorez justifient les trotskystes lorsqu'ils affirment que le renou-

veau du mouvement communiste s'effectuera à travers de grandes luttes politiques dans le P.C.F. Nous avons dû combattre ceux qui nous répétaient que, de haut en bas, cette organisation ne présentait aucun militant valable, que tous étaient submergés par le chauvinisme et le stalinisme, et qu'en conséquence les militants révolutionnaires se trouvaient pour l'essentiel inorganisés.

Nous avons même dû combattre ceux plus subtils qui voulaient mettre sur le même plan les communistes sans carte et les membres du P. C. F. restés révolutionnaires. Nous avons aussi eu quelques démêlés avec ceux qui pensaient que « c'était arrivé », qui sous-estimaient les capacités de résistance de l'appareil, avec tous les impatients qui proposaient des plans mirifiques, alors que c'est à travers une longue expérience des militants, à travers du P. C. F., une lutte qui connaîtra des hauts et des bas, que le marxisme révolutionnaire deviendra en France un courant de masse.

Les militants révolutionnaires à l'intérieur du P. C. F. ne sont pas encore au bout de leur peine. Avant 1956, ils pouvaient s'appuyer sur certains mouvements de grande ampleur de la classe, mais le prestige de Thorez et du noyau à sa dévotion était intact. Les courants critiques n'existeraient pratiquement pas. Par contre, régulièrement, irréversiblement le prestige du Bureau politique de la direction Thorez n'a cessé de décroître depuis trois ans. Mais d'un autre côté le recul du mouvement ouvrier provoqua une apathie dans les rangs mêmes du Parti Communiste Français. La lutte de classe, les événements, n'alimentent plus **concrètement** les courants critiques. C'est pourquoi ils ne se manifestent pas aussi spectaculairement. La lutte intérieure paraît piétiner.

En bref il faut la réunion de deux facteurs pour le développement impétueux de la crise de la bureaucratie dans le P.C.R. : la disparition de son prestige et l'aliment de la lutte prolétarienne. Jusqu'en 1956 le premier facteur était inexistant, il a fait son apparition lorsque le second n'existait plus beaucoup.

C'est de leur réunion que naîtra la possibilité de donner une issue communiste à la crise du stalinisme en France.

R. MERLIN.

Comités de paix en Algérie et Mouvement de la Paix

L'Assemblée de Pleyel du Mouvement de la Paix (7 juin) a décidé, pour relancer la lutte contre la guerre d'Algérie, la création d'un Centre National de Coordination de l'activité des Comités locaux de Paix. « Un même effort de coordination sera accompli sur le plan départemental » (Résolution adoptée, parue dans « L'Humanité » du 8 juin.)

Lorsqu'en 1956, des militants faisaient des propositions semblables pour intensifier et mener à terme les manifestations de rappelés soutenus par la population, ils étaient traités de provocateurs. Ce n'est que maintenant, alors que la situation objective est beaucoup moins favorable, que l'on envisage de coordonner les actions éparses, et très rares, sur l'ensemble du territoire. Précisément, semble-t-il, parce que l'action, dans l'immédiat, ne risque pas de déborder la direction du P.C.F. qui a inspiré la décision.

Cette décision, d'ailleurs, n'est pas exempte d'arrière-pensées. Elle est prise au moment où certains Comités pour la Paix en Algérie, expriment une orientation différente de celle de la direction du P.C.F. Thorez est très explicite dans le discours de clôture qu'il a prononcé à la Conférence fédérale de Paris. « Ici, je voudrais ajouter un mot sur la question posée justement par le camarade Fabre, du 14^e arrondissement. Il a dénoncé certaines initiatives de constituer des Comités particuliers, prétendument pour la Paix en Algérie... » (« L'Humanité », 3-6-59.)

En réalité la décision de Pleyel permettra le contrôle indirect des Comités de Paix par le P.C.F.

Il est normal que certains membres de la direction du Mouvement de la Paix se prêtent à cette manœuvre; ils ont, hélas, montré qu'ils étaient plus sensibles aux conflits réels ou imaginaires entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme français, qu'à la lutte anti-impérialiste du peuple algérien.

Le Comité de coordination ne pourra pas, en conséquence, être l'expression de la base. Son efficacité en sera considérablement diminuée.

La bureaucratie par essence ne peut supporter l'action autonome des masses.